

[Text]

I encourage members to request evaluations of departments by setting out the lines of inquiry that you want addressed. Have them come back to you. There is a framework there that answers the things you want. Let them do it and then expect to get the answer. It is a very powerful tool you are entitled to, and I encourage members to use it.

**Mr. Edwards:** I might add, Mr. Chairman, that most large departments have sophisticated evaluation groups that do cyclical evaluations of all their programs.

For instance, if you wanted to see the evaluations of a large department like Employment and Immigration for the last five years, they would bring in several cart-loads of professional reports, many done by outsiders brought in to do an impartial third-party review of particular programs. They in turn lead to changes in programs either through a change in regulation or, if necessary, through a request for legislative change.

• 1010

**Mr. Wilson:** In regard to the task forces referred in passing to the one Mr. Rosen is doing, where are these task forces at the present time? There is mention made somewhere of an interim report in January and something more in April and so on. I think you referred in your material to a process of regional consultation with PS managers. Can you bring the committee up to date on what is happening in regard to each of these task forces?

**Mr. Edwards:** I would be happy to do so, first of all at the global level and then, if you wish, in regard to particular task forces. The general process could be described as follows. The first phase of the exercise was to request of the task forces that within two months or about six weeks, by the end of January, they should attempt to come back with proposed changes that could be implemented quickly in the short run without legislative change. These proposals did come back in each case from task forces, eight of them by the end of January and one by the middle of February, which had been planned—a slight difference there. Out of that, some three dozen or so short-term improvements were proposed. These are now gradually being processed through the appropriate authority source, whether it is the Public Service Commission or the Treasury Board.

There are a number of changes. As I have indicated in a recent speech, they tend to be quite modest. Of course, they are prepared in a short period of time. They do not require legislative change, but they do constitute some degree of relief to managers from what we believe are unnecessary controls and a few other steps that we believe are necessary for the health of the Public Service over the years to come.

[Translation]

J'encourage donc les députés à demander des évaluations, en précisant celles qui les intéressent plus particulièrement. Vous avez le privilège d'exiger une réponse des ministères. Il y a là un dispositif qui répond à vos préoccupations. Faites faire l'évaluation, et vous obtiendrez une réponse. Voilà un outil extrêmement puissant qui est à votre disposition, je vous encourage à y recourir.

**M. Edwards:** J'ajouterais, monsieur le président, que la plupart des grands ministères ont des services d'évaluation hautement compétents, qui se livrent régulièrement à un travail d'évaluation de tous les programmes.

Si vous vouliez par exemple obtenir une évaluation des programmes d'un ministère aussi important que celui de l'Emploi et de l'Immigration, sur les cinq dernières années, celui-ci pourrait vous faire parvenir des chargements entiers de rapports d'experts, dont certains sont d'ailleurs des consultants tout à fait impartiaux de l'extérieur. Certains de ces rapports donnent d'ailleurs parfois lieu à des modifications de programmes, soit par voie réglementaire, soit—si nécessaire—par voie législative.

**M. Wilson:** Vous parliez tout à l'heure, à propos de M. Rosen, de groupes d'études: où en sont-ils à l'heure actuelle? Il a été question d'un rapport provisoire en janvier, et d'un autre en avril. Vous avez également parlé d'un processus de consultations régionales avec des gestionnaires de la Fonction publique. Pouvez-vous informer le Comité de l'état des travaux de chacun de ces groupes d'études?

**M. Edwards:** Volontiers, tout d'abord au niveau général puis, si vous le souhaitez, au niveau de chaque groupe d'étude. Le processus se déroule de la façon suivante: la première étape consistait à demander aux groupes d'étude de présenter, dans un délai de six semaines à deux mois, avant la fin de janvier, des projets de changements qui pourraient intervenir rapidement sans modifier les lois. Des propositions ont été formulées par huit groupes avant la fin de janvier et par un groupe à la mi-février, avec un léger retard. Toutes ces propositions pouvaient se ramener à environ trois douzaines d'améliorations à court terme qui étaient proposées, améliorations qui sont progressivement mises en oeuvre par le supérieur hiérarchique responsable, soit la Commission de la Fonction publique soit le Conseil du Trésor.

Un certain nombre de changements ont été proposés qui, comme je le disais récemment, n'ont rien de révolutionnaire mais, rappelons-le, ont dû être préparés dans un délai très court. Ces changements ne nécessitent pas de modifications de la loi mais libèrent, dans une certaine mesure, les gestionnaires d'un contrôle que nous jugeons excessif; ces changements comportent également d'autres mesures qui nous paraissent bénéfiques, à long terme, pour la Fonction publique.